



## COMPTE RENDU

### Deuxième réunion du Comité de Pilotage Natura 2000 sites « Le Lez » Du 10 mai 2012

#### Ordre du jour

- validation du projet de compte-rendu du premier comité de pilotage,
- présentation et validation du règlement intérieur,
- présentation synthétique et validation des diagnostics socio-économique et écologique
- définition des groupes de travail
- présentation de la suite de la procédure d'élaboration du DOCOB et du bureau d'étude chargé de sa réalisation,
- questions diverses.

#### Participants

##### Collège des collectivités territoriales et de leurs groupements

Conseil régional Languedoc Roussillon	Non représenté
Conseil général de l'Hérault	Représenté par Mme Monique Pétard, Vice-présidente, déléguée à l'environnement, au développement durable et à l'Agenda 21
Commune de Castelnau le Lez	Représentée par Mme Catherine Dayre (DST)
Commune de Clapiers	Représentée par M Gilles Duteau conseiller municipal
Commune des Matelles	Représentée par M Pascal Parrot
Commune de Montferrier-sur-Lez	Non représenté
Commune de Montpellier	Représentée par M Alain Breton, conseiller municipal
Commune de Prades-le-Lez	Non représentée
Commune de Saint Clément-de-Rivière	Non représentée
Communauté d'agglomération de Montpellier	Représentée par M Alphonse Cacciaguerra, Maire
Communauté de Communes GPSL	Représentée par Mme Emilie Salles
Syndicat Intercommunal d'alimentation en eau potable du Pic Saint-Loup	Représentée par M Philippe Doutremepuich
Syndicat du Bassin du Lez (Syble)	Non représenté
Syndicat du SCOT du Pic Saint-Loup	Représenté par Mme Géraldine Vacquier - Directrice
	Non représenté

##### Collège des usagers

Maison départementale de l'environnement	Représentée par Mme Natacha Nion, directrice
Chambre d'Agriculture de l'Hérault	Non représentée
Commission Locale de l'Eau du SAGE	Représentée par Mme Monique Pétard, Présidente
Lez Mosson Etangs Palavasiens	
Société BRL Exploitation	Non représentée
Société VEOLIA Eau	Représentée par M Patrick Journet
Coopérative d'électricité de Saint-Martin de Londres	Non représentée

Fédération de l'Hérault pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique	Non représentée
Fédération départementale de chasseurs de l'Hérault	Non représentée
Base de canoë-kayak du MUC	Représentée par M Arnaud Pitman
Montpellier Canoë-Kayak Eaux vives	Représenté par Mme.Marie Héléne Cocq
Association « Les Ecologistes de l'Euzière »	Non représentée
Conservatoire des Espaces Naturels du Languedoc Roussillon	Non représenté
Association « SOS Lez Environnement »	Non représentée
Ensa Montpellier	Non représentée
Groupement Foncier Agricole Saint Sauveur du Pin	Représenté par M Xavier Perret du Cray, gérant
Vergers de Saint Clément	Non représentés
Association Sauvegarde des berges du Lez	Non représentée
Fédération des caves coopératives de l'Hérault	Non représentée
Comité départemental du tourisme de l'Hérault	Représenté par M Gilles Delerue
Comités départementaux de sports de pleine nature	Représentés par Mme Aurélie Tépard
Comité départemental de canoë-kayak	Représenté par M Arnaud Pitman
Comité départemental de randonnée pédestre	Non représenté

#### **Collège des services et des établissements publics de l'Etat (consultatif)**

Préfecture de l'Hérault	Non représentée
Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL)	Représentée par Mme. Nabila Hamza
Agence régionale de Santé (ARS)	Non représentée
Direction départementale des Territoires et de la Mer de l'Hérault (DDTM)	Représentée par Mme. Laurence Vernisse
Direction départementale de la Protection des Populations de l'Hérault (DDPP)	Non représentée
Direction départementale de la Cohésion Sociale de l'Hérault (DDCS)	Non représentée - excusée
Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse	Non représentée
Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques (ONEMA)	Non représenté
Office National de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS)	Non représenté

#### **Autres participant à la réunion :**

Mme Anne Boursiac	Ingénieur Hydraulicien - Syble
M. Christian Cammal	Directeur de l'environnement - Département de l'Hérault
M Gérard Gros	Service affaires européennes - Département de l'Hérault
M. Jean Christophe Vinsonneau	Hérault Sport
M Vincent Sablain	Chargé de programme environnement - Département de l'Hérault- Chargé de mission Natura 2000 du site Lez
Mme Aurore Malapert	Bureau d'étude Biotope
Mme Aurelie Passetti	Bureau d'étude Biotope

## **Personnes excusées :**

M Cyril Meunier	Président du SYBLE
M Jean Pierre Gaillard	Président de la Fédération des Chasseurs 34
M Yves Olry	Direction départementale de la Cohésion Sociale de l'Hérault (DDCS)
M Bernard Wouts	Service activités sport nature – CG 34

Madame Monique Pétard accueille les participants réunis à la Maison départementale de l'environnement et introduit la réunion en présentant l'ordre du jour.  
Elle demande à chaque participant de se présenter afin de faciliter les échanges.

### **1 - Validation du projet de compte-rendu du premier comité de pilotage par Mme Monique Pétard, Présidente du comité de pilotage.**

Aucune remarque n'étant formulée sur le compte rendu du premier comité de pilotage, celui-ci est adopté à l'unanimité

### **2 - Présentation et validation du règlement intérieur par Mme Monique Pétard, Présidente du comité de pilotage.**

Après présentation des principaux points du règlement intérieur, Madame Pétard soumet au vote le projet présenté.  
Celui-ci est adopté à l'unanimité.

### **3 - Présentation synthétique et validation du diagnostic écologique par M Vincent Sablain, Technicien au CG 34 en charge de l'élaboration du DOCOB**

En introduction, M Vincent Sablain rappelle les principaux objectifs de la directive Habitat et présente le périmètre d'étude du site Natura 2000 « Le Lez ».

M Pascal Parrot demande des précisions sur les deux périmètres (périmètre d'étude et périmètre officiel) du site afin de savoir quel sera celui concerné par la mise en œuvre du DOCOB.

M Vincent Sablain répond que le périmètre d'étude pourra servir de base pour ajuster le périmètre officiel et rectifier ses incohérences. Il précise également les limites nord et sud du site Natura 2000 qui s'étend des sources du Lez au pont de la Concorde qui relie la ville de Montpellier à la ville de Castelnau-le-Lez. Il rappelle que la partie aval du Lez, située entre la Pompignane et l'Hôtel de Région, ne fait pas partie du périmètre.

Mme Nabila Hamza ajoute que l'élargissement du périmètre n'est pas à l'ordre du jour. En revanche l'intérêt d'un périmètre d'étude élargi permet d'ajuster au mieux le périmètre officiel du site. A noter que toute modification de périmètre est soumise à la validation des élus des communes concernées.

Mme Pétard rappelle que certains travaux hors périmètre ou hors cadre Natura 2000 peuvent être réalisés dans le cadre de la mise en œuvre du SAGE Lez Mosson Etangs Palavasiens.

Mme Laurence Vernisse précise que toute modification notable du périmètre doit être motivée scientifiquement et doit faire l'objet d'une consultation des élus et des communes comme l'exige le code de l'environnement.

M Pascal Parrot signale que, sur le secteur de la Pompignane, le Lez est soumis à de fortes pressions liées au développement de l'urbanisme, ce qui induit notamment une forte dégradation de la ripisylve.

Mme Pétard indique que le SYBLE et la ville de Montpellier échangent actuellement sur les enjeux de conservation de la biodiversité liée au fleuve Lez et que des partenariats vont se mettre en place dans le cadre de l'application du SAGE Lez Mosson Etangs Palavasiens.

M Vincent Sablain précise que le périmètre du site a été principalement établi en fonction de l'enjeu « Chabot du Lez » qui se trouve sur la tête de bassin versant.

Il présente ensuite les principaux enjeux écologiques concernant les habitats et les espèces d'intérêt communautaire présents sur le site.

Mme Monique Pétard rappelle que tout l'enjeu va être de mettre en place les actions permettant le maintien d'un bon état de conservation des habitats et des espèces du Lez.

M Arnaud Pitman demande pourquoi, certaines espèces sont considérées menacées et quelles actions peuvent être initiées pour limiter les atteintes qui pèsent sur elles.

Mme Laurence Vernisse précise que les actions seront déclinées dans le DOCOB et mises en œuvre lors de la phase d'animation, comme c'est par exemple le cas sur les étangs palavasiens.

### **3 - Présentation synthétique et validation du diagnostic socio-économiques par M Vincent Sablain, Technicien au CG 34 en charge de l'élaboration du DOCOB**

Mme Monique Pétard introduit cette partie en insistant sur la nécessité de sauvegarder les espèces et habitats tout en permettant le maintien d'activités sociales et économiques.

M Vincent Sablain présente le contexte foncier et rappelle que le statut juridique du Lez paraît complexe. Bien que considéré comme cours d'eau non domanial, la propriété du lit est sujette à discussion. Plusieurs décisions de justice identifient la ville de Montpellier en tant que propriétaire du lit et non les riverains.

Mme Monique Pétard propose de gérer cette question au cas par cas et de trouver un gentlemen's agreement, tout en s'éclairant d'une analyse juridique.

M Xavier Perret du Crey précise que cette question est récurrente depuis des temps immémoriaux et qu'il y a toujours eu une lutte d'influence entre la ville de Montpellier et les propriétaires riverains. Il serait donc intéressant que cette question soit tranchée une fois pour toutes.

M Thierry Breton ajoute qu'historiquement (dans les années 1850) le Lez appartenait à la famille Belot de la source du Lez à Palavas.

Mme Monique Pétard considère que les actions sur le Lez doivent être portées par la puissance publique de façon à servir l'intérêt général.

Elle estime souhaitable de se rapprocher de la ville afin d'obtenir les éléments permettant de clarifier cette question.

M Vincent Sablain signale les éléments juridiques en sa possession :

- l'acte juridique datant du 17 septembre 1952 qui fait état de la vente du lit du Lez par la Société civile immobilière du Lez à la Ville de Montpellier ,
- le jugement du Tribunal de Grande Instance de Montpellier en date du 27 février 1974,
- l'arrêt de la Cour d'Appel de Montpellier du 21 octobre 1975,
- la décision de la Cour de Cassation en date du 29 décembre 1977.

Pour autant, lorsque l'on interroge les services de la ville de Montpellier et de la communauté d'agglomération, il est difficile d'avoir une réponse claire.

Mme Monique Pétard pense que le plus important est de dégager une capacité à agir de façon pragmatique.

Mme Nabila Hamza estime que ce point est à considérer uniquement s'il constitue un frein pour contractualiser certaines actions de gestion.

M Vincent Sablain précise que cette question se posera par exemple sur la gestion des seuils. Il est nécessaire de connaître les propriétaires pour engager des actions de gestion contractuelles.

Mme Monique Pétard demande à ce que cette question soit étudiée dans le cadre de la CLE du Sage, dont l'ensemble des acteurs concernés sont membres.

Concernant les prélèvements en eau à la source du Lez, M Patrick Journet signale qu'ils ne sont pas réalisés de manière aléatoire et que les conditions climatiques sont prises en considération. Il rappelle que les apports naturels au cours d'eau par le débordement de la vasque sont importants, ce qui est favorable aux milieux.

Mme Monique Pétard indique que depuis 2003, l'association climatologique de l'Hérault relève de vrais problèmes de déficit hydrique en période estivale. Elle ajoute par ailleurs, qu'au regard des changements climatiques, il sera peut-être nécessaire de revoir certaines données, y compris les débits réservés des cours d'eau impactés par ces changements globaux.

M Pascal Parrot rappelle qu'à partir de Lavalette une partie de l'eau du Lez provient du Bas-Rhône. Ce point est à considérer pour la protection des espèces et des habitats.

M Vincent Sablain précise que sur les trois quarts du linéaire du site Natura 2000 la seule eau injectée dans le Lez provient de sa résurgence karstique et que la première station de soutien à l'étiage se situe dans la partie aval du site au niveau de Lavalette.

Mme Emilie Salles signale que l'agglomération de Montpellier élabore actuellement son schéma de l'eau et que le diagnostic correspondant apportera des compléments d'information.

Mme Pétard demande par ailleurs la collaboration de l'agglomération de Montpellier en vue de clarifier le statut juridique du Lez.

S'agissant des rejets, Mme Pétard s'interroge sur les pollutions agricoles issues notamment de la viticulture.

M Xavier Perret du Crey précise que la culture de la vigne est en forte régression dans la vallée du Lez et que les surfaces mentionnées sur la carte d'occupation du sol ne correspondent pas à la réalité du terrain.

M Vincent Sablain explique que la carte d'occupation du sol est issue d'un travail réalisé à l'échelle départementale et qu'une carte des activités agricoles a été établie de façon précise sur la base d'un travail de terrain. Il mentionne la présence de rejets domestiques provenant de l'exploitation de stations dépuration sur les communes de Saint-Clément-de-Rivière et des Matelles.

M Xavier Perret du Crey précise que la station de Saint-Clément-de-Rivière Nord émet très peu de rejets et que la quantité qui arrive au Lez est minime.

M. Vincent Sablain indique que cette station sera prochainement supprimée.

M Xavier Perret du Crey fait remarquer que les noms des seuils mentionnés sur les cartes sont erronés.

M Thierry Breton s'étonne du nombre d'agriculteurs recensés sur les communes concernées par le site Natura 2000 (115) et indique que ceux ayant une activité réelle sur le site est très limité.

M Vincent Sablain explique que ces données sont communales. Elles proviennent du recensement général agricole de 2000 et que le nombre d'exploitants ayant une activité dans le périmètre Natura 2000 est très réduit.

M Xavier Perret du Crey estime que beaucoup de ces agriculteurs ne sont plus actifs.

M Gilles Delerue indique qu'une étude est actuellement en cours sur l'impact de la pratique de la pêche de loisirs sur les cours d'eau du département.

M Vincent Sablain précise que l'on observe une déstructuration de la population piscicole du fait notamment de la présence d'espèces invasives contre lesquelles il est difficile de lutter efficacement

M Pascal Parrot demande s'il n'est pas possible de réaliser des opérations de pêche électrique pour lutter contre la présence d'espèce invasives.

Sur la fréquentation du site, M Xavier Perret du Crey ajoute que les secteurs à problèmes sont bien identifiés, ce qui peut faciliter la gestion.

M Vincent Sablain précise que ces sites sont situés en amont sur le Lez et qu'ils sont importants pour certaines espèces, notamment pour le chabot du Lez.

Mme Monique Pétard pense qu'il faudra sensibiliser les citoyens à la conservation de la biodiversité du site et mener, en parallèle, une opération de requalification du site (passerelle ou autre).

M Xavier Perret du Crey estime qu'un ouvrage de franchissement du gué du Lez implique un coût important et qu'il faut être sûr de l'efficacité d'une telle mesure.

M Vincent Sablain indique que le radier est un site essentiel pour la conservation du chabot du Lez, puisque le gué du Lez renferme près de 800 individus (soit une densité estimée de 4394/ha) sur un territoire de quelques centaines de mètres carrés.

Mme Nabila Hamza confirme ce point et rappelle que l'étude réalisée par le cabinet Barbanson identifie ce site comme stratégique

Mme Monique Pétard demande à ce que soit étudiée une solution optimale de protection des espèces dont les répartitions sont circonscrites sur de petites zones. Par ailleurs, concernant les habitats sur l'ensemble du site, il sera nécessaire de construire une stratégie de gestion de la ripisylve.

Mme Nabila Hamza indique que le but de Natura 2000 est de maintenir le bon état de conservation des habitats en croisant enjeux et menaces pour en déduire les mesures de gestion à discuter lors des groupes de travail.

M Xavier Perret du Crey pense qu'il existe un paradoxe entre, d'un côté, des villages qui tournent le dos à la rivière, et de l'autre, la nécessité de sauvegarder et de protéger les cours d'eau.

Mme Monique Pétard estime que l'on a un intérêt collectif à réécrire un récit positif du fleuve en s'appuyant sur les différents acteurs riverains

Mme Marie-Hélène Cocq signale qu'une association des riverains du Lez est en cours de création

Mme Monique Pétard estime que la démarche doit être collective, tenir compte de la diversité des personnes, sans pour autant passer par une structure associative dont l'approche peut être restrictive.

A l'issue des débats, elle demande s'il y a d'autres remarques sur le travail présenté.

M Xavier Perret du Crey indique que la carte d'occupation du sol n'est pas tout à fait fidèle à la réalité de terrain et qu'il est important de le préciser dans le document.

Par ailleurs, sur la partie agricole, le document mentionne une monoculture de céréales. Cette information était vraie il y a quelques années mais aujourd'hui la plupart des parcelles sont cultivées en rotation.

Mme Emilie Salles précise qu'elle a fait parvenir les remarques de la direction de l'eau et de l'assainissement de l'agglomération par mail.

M Vincent Sablain confirme que ces remarques seront intégrées dans le diagnostic socio-économique.

M Patrick Journet ajoute que, dans la rubrique historique de la source, n'est pas mentionnée la conduite de diamètre 1400 construite en 1972.

Par ailleurs, un décret napoléonien de 1825 fixe le cadre juridique de l'exploitation de la source du Lez

Mme Monique Pétard estime que la question juridique ne doit pas constituer un obstacle à la réalisation du DOCOB.

A l'issue de ces échanges, les deux diagnostics sont adoptés à l'unanimité sous réserve de l'intégration de l'ensemble des remarques consignées dans le compte rendu.

#### **4 - Proposition des groupes de travail par Mme Monique Pétard, Présidente du comité de pilotage.**

Mme Monique Pétard présente les trois groupes de travail proposés selon les thématiques suivantes :

- activités de pleine nature,
- gestion de l'eau, des milieux aquatiques et des zones humides,
- agriculture.

Un calendrier fixant les dates des groupes de travail sera établi.

Leurs réunions se dérouleront entre le début de l'été et la fin de l'automne selon un rythme qui reste à définir.

Les groupes de travail seront ouverts à tous afin d'associer le maximum d'acteurs dans les phases décisionnelles du DOCOB.

Mme Monique Pétard demande aux membres du COPIL de bien vouloir préciser leurs vœux de participation

Les résultats de cette consultation sont les suivants :

Groupe de travail « activités de pleine nature » :

- M Gilles Delerue – Hérault Tourisme
- Mme Marie- Héléne Cocq - MEVCK
- M Xavier Perret du Crey - Agriculteur

Groupe de travail « gestion de l'eau, des milieux aquatiques et des zones humides » :

- M. Patrick Journet - Veolia eau
- Communauté de commune du Grand Pic Saint Loup
- Communauté d'agglomération de Montpellier

Groupe de travail « agriculture » :

- M Thierry Breton - Agriculteur
- M Xavier Perret du Crey - Agriculteur

Mme Monique Pétard rappelle que la participation aux groupes de travail est une étape essentielle dans l'élaboration du DOCOB.

#### **5 - Présentation de la suite de la procédure d'élaboration du DOCOB et du bureau d'étude chargé de sa réalisation**

M Vincent Sablain indique qu'à l'issue de ce comité de pilotage nous entrons dans la seconde phase d'élaboration du DOCOB, menée par le Département de l'Hérault en collaboration avec le bureau d'étude BIOTOPE.

Cette étape verra la proposition d'objectifs de développement durable, déclinés en mesures de gestion.

Ces mesures seront validées lors du troisième COPIL en fin d'année 2012.

La troisième et dernière phase aura pour objectif la définition des cahiers des charges pour chaque mesure et la rédaction de la charte Natura 2000.

La validation du DOCOB est prévue vers la fin du premier trimestre 2013.

En conclusion, Mme Pétard revient sur les enjeux environnementaux liés au territoire de la Haute Vallée du Lez actuellement en forte mutation et dont le développement apparaît exponentiel. Ces enjeux portent sur la conservation de la biodiversité, la gestion des espaces agricoles périurbains souvent sacrifiés au profit de l'urbanisation, la gestion de l'eau. Ces sujets bien que dépassant

largement le cadre de Natura 2000 doivent être au cœur des politiques d'aménagement du territoire. Nous sommes aujourd'hui à un tournant du développement urbain qui doit être aujourd'hui repensé en supprimant les zonages et la segmentation et en limitant l'étalement urbain.

L'ordre du jour étant épuisé la séance est levée à 17 h 30.

### **Synthèse des décisions**

Adoption à l'unanimité :

- du compte-rendu du premier Comité de Pilotage,
- du règlement intérieur du Comité de Pilotage.

Validation à l'unanimité :

- du diagnostic écologique préalable à l'élaboration du DOCOB,
- du diagnostic socio-économique préalable à l'élaboration du DOCOB

Création de trois groupes de travail sur les thématiques suivantes :

- activités de pleine nature,
- gestion de l'eau, des milieux aquatiques et des zones humides,
- agriculture.

**Pour extrait conforme.  
La Présidente du COPIL,**

**Monique PETARD**

Conseillère générale du canton de Montpellier X,  
Vice-présidente du Conseil général, déléguée à l'environnement, à l'Agenda 21  
et au développement durable.